Dossier d'histoire

Ressorts de la collaboration en France occupée (1940-1944)

Simonin, Anne. « La femme invisible : la collaboratrice politique », *Histoire@Politique*, vol. 9, no. 3, 2009, pp. 96-96.

Joly, Laurent. « Contextes sociaux de la dénonciation des Juifs sous l'Occupation », *Archives Juives*, vol. vol. 46, no. 1, 2013, pp. 12-34.

Simonin, Anne. « La femme invisible : la collaboratrice politique », *Histoire@Politique*, vol. 9, no. 3, 2009, pp. 96-96.

La collaboration *politique* est-elle, en France, un genre masculin ? On constate qu'il est possible d'écrire l'histoire de cette forme particulière de collaboration, sans mentionner, ou quasiment, les femmes. Entendue ici comme l'adhésion à un groupement favorable à la politique de l'occupant entre 1940 ou 1944, la collaboration politique est une affaire d'hommes : les femmes n'y joueraient aucun rôle, ou à la marge seulement [1].

Apolitique, la collaboration des femmes se décline sur le mode de la continuité des rôles sociaux et de la répartition sexuée des tâches. Elle mobilise un savoir-faire, et c'est la collaboratrice mondaine qu'incarne Corinne Luchaire, l'« icône de la collaboration positive [2] ». Résultat de la manière d'être d'un sexe dit faible qui manie la menace et se complaît dans la délation, la collaboratrice prend les traits de la dénonciatrice allant « le dire à la Kommandatur [3] ». Or la dénonciation n'est pas un crime de femmes, mais bien davantage comme l'a établi Julie Chassin à partir des archives de la cour de justice du Calvados, un crime lié aux circonstances de la guerre. À un moment où les hommes sont mobilisés, requis par la Relève puis le Service du travail obligatoire, si les femmes dénoncent plus que les hommes, c'est d'abord... parce que les femmes sont plus nombreuses que les hommes [4].

Paradoxalement, depuis Sartre et son célèbre « Qu'est-ce qu'un collaborateur ? » publié dès 1945, la collaboration a un sexe : c'est « une activité féminine, subissant l'attrait puissant et masculin de l'occupant dominateur [5] ». Ne s'incarne-t-elle d'ailleurs pas, lors de la Libération, dans des figures outrageusement sexuées, telles la milicienne Maud Champetier de Ribes, « authentique ménade de l'assassinat [6] », ou la lesbienne gestapiste Violette Morris ? Symétriquement, la représentation de la Résistance se construit sur la « déssexualisation » comme l'analyse finement François Rouquet à travers la promotion, en 1944, de deux images emblématiques de femmes résistantes, la mère du général de Gaulle et la jeune vierge héroïque [8].

Cette vision sexuée de la collaboration qui a fini par s'imposer présente un effet pervers : en faisant exclusivement des collaboratrices lors de la Libération des bouc-émissaires, des victimes de ce « carnaval moche » qui consista à « tondre » celles ayant entretenu des rapports sexuels avec l'occupant [9], elle permet aussi de faire l'économie des femmes en tant que sujets politiques.

20 000 femmes eurent à subir les « tontes », dont plus de la moitié d'entre elles pour avoir entretenu des relations sexuelles avec l'occupant [10]. Il ne s'agit donc pas ici de nier l'existence, et l'importance, des liens entre sexe et politique dans le cadre de la collaboration. Et ce d'autant moins que les rapports sexuels avec l'ennemi en temps de guerre contribuent à une redéfinition des frontières du politique, à un remodelage de la sphère du privé et du domaine du public. Il s'agit, en revanche de tenir compte et de tirer conséquence du fait que 20 000 femmes environ aussi furent déférées devant des juridictions d'exception, dans l'écrasante majorité des cas pour des raisons autres que sentimentales ou sexuelles [11] « La notion de collaboration sentimentale repose plus sur la représentation de la femme que sur celle de la collaboration » note justement Luc Capdevila, le premier à avoir souligné que les relations sexuelles avec l'occupant n'étaient *pas* un crime sanctionné par les juristes de la Résistance, mais un crime judiciaire, inventé par la jurisprudence de l'épuration [12]. Tout en permettant de déconstruire le moralisme national de la Libération, l'attention exclusive aux rapports sexuels des femmes avec l'ennemi a ainsi contribué à occulter la transformation du rôle politique des femmes pendant l'Occupation [13].

La collaboration au féminin, un engagement politique

Si sur un total de 1 976 femmes poursuivies dans le cadre de la répression des faits de collaboration dans le département de la Seine, 206 (10,4%) d'entre elles furent inculpées d'indignité nationale et déferées devant une chambre civique pour avoir entretenu des « rapports sexuels avec les Allemands », quand 1 601 (81%), plus des deux tiers d'entre elles, le furent pour adhésion à une organisation politique. Exploitant pour la première fois les archives des juridictions d'exception pour écrire l'histoire des femmes à la Libération, Françoise Leclerc et Michèle Wendling notaient le caractère ultra-minoritaire de l'inculpation des femmes pour « collaboration de sexe [14] ». C'est pourtant « la collaboratrice horizontale » qui, dans la mémoire collective, a supplanté la collaboratrice politique, et ce alors même que les femmes étaient très visibles dans les mouvements de collaboration dont elles représentaient 23,7% des effectifs dans le département de la Seine [15]. Malgré ces chiffres, et les aveux faits par certaines femmes devant les juges admettant « avoir agi par passion politique », on n'est toujours pas très sûr que la collaboratrice *politique* a existé, on connaît mal ce qu'elle a fait sous l'Occupation, et encore moins ce qu'elle a pensé... Or, cette figure singulière de la collaboration au féminin, l'adhérente d'un groupement politique dit anti-national à la Libération, encombre les archives des chambres civiques. Ces juridictions d'exception sont chargées d'appliquer l'indignité nationale, ou lèse-République, un crime nouveau qui a, en particulier, pour but de réprimer la « participation à un organisme de collaboration [16] ». À leur niveau, peut être appréhendée la *collaboration politique ordinaire*, qui n'est pas le seul registre de participation des femmes à la collaboration mais est aujourd'hui encore trop minorée. Les sources utilisées ici, - des sources judiciaires essentiellement -, produites dans un contexte de rupture politique majeure - l'épuration accompagnant le rétablissement de la légalité républicaine - présentent l'engagement des femmes sous son jour le plus favorable : ne s'agit-il pas de convaincre les juges que leur collaboration politique a été limitée, résiduelle, sans grande influence sur le cours des événements ? Ce biais inévitable n'anéantit toutefois pas l'exceptionnelle richesse d'archives où les collaboratrices politiques inculpées parlent, mettent en récit une page méconnue de l'histoire immédiate des femmes. En cheveux, prenant la parole à la tribune lors de meetings politiques, la figure de la collaboratrice politique ordinaire est complémentaire parfois, indépendante dans l'écrasante majorité des cas, de celle emblématique de la *femme tondu*.

Tableau n°1 : Les adhérentes des mouvements de collaboration politique déferées devant l'une des chambres civiques de la Seine [18]

	Nombre de femmes	% de femmes par groupe politique	Collaboratrices de circonstance	du Marais	de conviction	d'adhésion	dites « horizontales »
RNP	581 [100%]	26,4%	221 [38%]	206 [35,5%]	114 [19,6%]	36 [6,2%]	16 [2,8%]
PPF	382 [100%]	23,7%	84 [22%]	174 [45,5%]	61 [16%]	59 [15,4%]	7 [1,8%]
Franciste	220 [100%]	26,5%	39 [17,7%]	88 [40%]	50 [22,7%]	43 [19,5%]	6 [2,7%]
Groupe Coll.	154 [100%]	25,9%	71 [46,1%]	38 [24,7%]	39 [25,3%]	6 [3,9%]	4 [2,6%]
Milice	65 [100%]	15,5%	10 [15,4%]	21 [32,3%]	21 [32,3%]	14 [21,5%]	3 [4,6%]
Amis LVF	51 [100%]	42,5%	13 [25,5%]	15 [29,4%]	18 [35,3%]	5 [9,8%]	2 [3,9%]
MSR	47 [100%]	13,5%	10 [21,3%]	14 [29,8%]	16 [34%]	5 [10,6%]	1 [2,1%]
Divers*	99	—	16 [16,2%]	18 [18,2%]	19 [19,2%]	9 [9%]	7 [7%]
Total	1 601 **** [100%]	—	464 [29%]	575 [35,9%]	338 [21,1%]	176 [11%]	46 ** [2,9%]

* dont COSI (Comité ouvrier de secours immédiat), Jeunes Europe Nouvelle, Rose des Vents, etc.

Les bases de calcul des pourcentage sont les 2 204 adhérents du RNP, les 1 610 du PPF, les 755 du parti franciste, les

595 du Groupe Collaboration, les 418 de la Milice, les 348 du MSR, les 120 des Amis de la LVF établis à partir d'une enquête statistique menée dans la série Z5 des Archives nationales (Juridictions d'exception. Chambres civiques de la Seine).

Le total des femmes dans les différents groupements se monte, dans le tableau, à 1 601, alors que la population totale des femmes politiques est, en réalité, de 1 502 : l'écart entre les deux chiffres s'explique par le jeu des adhésions multiples, une femme pouvant être adhérente à la fois au RNP et au COSI, au MSR et au RNP... Certaines femmes se trouvent donc comptabilisées deux fois. [...]

Les « collaboratrices horizontales » sont en italique, dans la mesure où cette qualification est ici transversale, et concerne des femmes qui ont été soit collaboratrices de circonstance, du Marais, de conviction ou d'adhésion.

** Ce chiffre comptabilise les collaboratrices *politiques* qui ont entretenu des relations sexuelles avec les Allemands, quand le chiffre 206 donné *ibid.*, p. 3 comptabilise *l'ensemble des femmes* déférées devant les chambres civiques de la Seine qui ont entretenu des relations sexuelles avec les Allemands.

*** Ce chiffre comptabilise les femmes dans les mouvements politiques cités. 375 femmes ont été inculpées pour d'autres motifs que l'appartenance à une organisation politique (travail pour les Allemands, travail en Allemagne, dénonciation, relations sexuelles avec les Allemands) ; on retrouve ainsi le chiffre de 1 976 femmes déférées devant les chambres civiques de la Seine (*ibid.*, p. 3).

Afin d'appréhender le contenu de la collaboration politique des femmes, l'engagement dans la Milice, organisation symbole de la fascisation du régime de Vichy à partir de 1943, retiendra plus particulièrement mon attention.

Calculé à partir des motifs d'inculpation des chambres civiques de la Seine, l'engagement des femmes dans la Milice est résiduel : 65 femmes furent inculpées d'indignité nationale pour s'être engagées dans les rangs de la Milice, soit 4,3% des femmes politiques identifiées. Population réprouvée à la Libération, les miliciennes ont fait l'objet non d'une simple enquête de police comme souvent en chambre civique, mais d'une instruction en bonne et due forme. Initialement déférées en cour de justice devant la gravité supposée des faits par elles accomplis durant l'Occupation, les miliciennes risquent la peine de mort. Renvoyées devant une chambre civique à la suite d'un exposé des motifs rédigé par le commissaire du gouvernement, elles ne peuvent plus subir qu'une peine criminelle infamante, privative de certains droits, mais sans atteinte ni à leur vie ni à leur liberté. D'environ deux pages, l'exposé des motifs résume le contenu du dossier. Il retrace les épisodes significatifs de la vie de l'inculpée sous l'Occupation, et les faits retenus à charge contre elle. Ce texte fixe le regard du juge sur l'inculpée, exposant les raisons qui motivent l'application de la qualification « indignité nationale ».

Dans le cas des miliciennes détournées de la cour de justice pour être renvoyées devant une chambre civique, cette qualification est majoritairement politique. Si 4,6% des miliciennes ont entretenu des relations sexuelles avec l'occupant, proportion plus élevée que la moyenne parmi les femmes collaboratrices (2,9%), on remarque toutefois que c'est dans la Milice que se trouve le plus fort taux de femmes politisées (52,3% [19]: 32,3% des adhérentes sont des « collaboratrices de conviction », autrement dit des femmes qui s'engagent pour défendre certaines idées quand 21,5% d'entre elles sont des « collaboratrices d'adhésion », catégorie qui se distingue de la précédente non par la fermeté de ses positions idéologiques, mais par son activisme (assistance aux réunions, port de l'uniforme, publication d'articles dans la presse...) [20]. Seul le parti franciste a un taux comparable de collaboratrices d'adhésion [21]. Souvent justifié comme un acte d'obéissance, l'engagement dans les rangs de la Milice pour une femme a des causes bien plus diverses que les raisons familiales ou sentimentales invoquées devant le juge. Miliciennes, les femmes l'ont parfois été à leur esprit défendant, pour assurer leur autonomie d'un point de vue économique, mais souvent aussi par connivence idéologique. [...]

Des miliciennes jeunes et salariées

Juridictions d'exception ne jugeant qu'un seul crime, le vichysme ou crime d'indignité nationale (l'aide directe ou indirecte apportée, de France ou de l'étranger, à l'Allemagne ou à ses alliés, ou l'atteinte à l'égalité, la liberté et l'unité des Français), les chambres civiques n'appliquent qu'une seule peine, une peine criminelle infamante, privative de droits, emportant des déchéances et assortie d'interdictions professionnelles : la dégradation nationale. Ayant à juger « la piétaille des troupes partisans [67] », une population de collaborateurs politiques ordinaires, leurs archives sont une source primaire essentielle pour l'élaboration d'une statistique permettant de connaître la silhouette sociale du collaborateur (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle)... L'angle mort de cette histoire sociale élaborée à partir des années soixante-dix est, sans grande surprise, les collaboratrices politiques, auxquelles des travaux de jeunes historiennes ont commencé à s'intéresser plus précisément [68]

Qui sont les 65 femmes déférées devant l'une des chambres civiques de la Seine pour avoir adhéré à la Milice ? Isolant cette population de l'ensemble des femmes déférées devant les chambres civiques de la Seine, j'obtiens les deux tableaux suivants :

Tableau n° 2 : Répartition par âge des collaboratrices politiques déférées devant l'une des chambres civiques de la Seine

	Femmes dans le recensement de la Seine en 1946	Collaboratrices politiques	Miliciennes	Résistantes en Ile et Vilaine*
Moins de 30 ans	36%	440 [29,3%]	32 [49,2%]	61 [35,1%]
Entre 30 et 40 ans	17,4%	331 [22,1%]	13 [20%]	49 [28,2%]
Entre 40 et 50 ans	18%	322 [21,5%]	8 [12,3%]	43 [24,7%]
Entre 50 et 60 ans	13,8%	278 [18,5%]	7 [10,8%]	17 [9,8%]
60 ans et plus	14,9%	129 [8,6%]	5 [7,7%]	4 [2,3%]
Total	100%	1500** [100%]	65 [100%]	174 [100%]

*Source : Jacqueline Sainclivier, *La Résistance en Ile-et-Vilaine 1940-1944*, Rennes, PUR, 1993, p. 91.

2 femmes dont l'âge est ignoré.

Les femmes miliciennes ont une propriété manifeste, confirmée par la seule étude qui leur ait été spécifiquement consacrée, celle de Christelle Fageot [69] : leur relative jeunesse. En effet, la moitié des miliciennes de la Seine ont moins de 30 ans (49,2%) ; les deux tiers environ moins de 40 ans (69,2%) [70]. Cette caractéristique les distingue des femmes résistantes dont 43,5% ont entre 30 et 50 ans, et surtout des résistantes d'Ile-et-Vilaine dont plus de la moitié ont entre 30 et 50 ans (52,9%). Bien que la comparaison miliciennes/résistantes puisse surprendre, et que les données disponibles soient encore parcellaires, le parallèle met sur la piste de la différence profonde qui sépare ces modes d'engagement. [...]

Tableau n°3 : Répartition socio-professionnelles des collaboratrices des principaux mouvements déférées devant l'une des chambres civiques de la Seine

	Femmes dans la Seine recensement 1946*	Collaboratrices politiques	%	Miliciennes	%	Résistantes de <i>Défense de la France</i> %
Agricultrices	-	3	0,2%	-	-	1 %
Commerçantes et artisanes	11 %	206	14%	5	8%	6 %
Professions libérales, cadres supérieurs (y compris les artistes)	3 %	50	3%	1	2%	9 %
Cadres moyens	8 %	116	8%	8	12%	12%
Employées (secrétaires... y compris les personnels de service)***	51%	538	36%	31	48%	6%
Ouvrières	28%	141	1%	4	6%	
Sous-total des actives	100%	1 054	70%	49	75%	
Étudiantes	-	17	1 %	2	3%	9 %
Retraitées	-	8	5%	-	-	-
Ménagères et sans profession	43 %	421	28%	14	22%	5,5%
Sous-total des non-actives	-	446	30%	16	25%	
Total	-	1 500**	100%	65	100 %	[100%]

* % repris du tableau n° 27 dans Anne Simonin, *Le Déshonneur dans la République*, op. cit., p. 593.

** La profession de deux femmes est inconnue. Les 99 femmes de la catégorie « Divers » du tableau n°1 ne sont pas ventilées.

*** Dont 321 secrétaires (21,4%), 129 employées de maison (8,6%) pour les collaboratrices politiques ; dont 24 secrétaires (36,9%) et 7 employées de maison (10,8%) pour les miliciennes.

Les informations de la colonne « *Défense de la France* » proviennent de Claire Andrieu, « Les résistantes, perspectives de recherche », art. cité, p. 83, dont j'ai également repris les catégories socio-professionnelles pour essayer d'avoir des séries compatibles. Le chiffre 100 est entre crochets : le résultat de la colonne étant 98.

Aux origines du mouvement d'inspiration maréchaliste, *Défense de la France* rompt avec toute forme de pétainisme à partir de novembre 1942 et devient un bastion gaulliste [72] : le mouvement échappe au clivage canonique droite/gauche qui ne fonctionne pas non plus lorsqu'il s'agit de penser un phénomène comme la collaboration[73]. C'est là le seul point commun entre *Défense de la France* et les mouvements de collaboration, que l'âge moyen (plus élevé), le taux d'activité (plus faible), la profession enfin de leurs adhérentes séparent.

Si la proportion de femmes provenant du commerce et de l'artisanat est *grosso modo* identique parmi les résistantes et les collaboratrices politiques (7,7% chez les miliciennes, 6% pour *Défense de la France*), une différence massive apparaît au niveau des « employées » qui forment 47,7% des troupes miliciennes, quand, associées aux ouvrières, elles ne représentent que 6% à *Défense de la France* : « [Henri] Michel signale qu'un cinquième de toutes les personnes (vingt mille au total) passant devant les tribunaux dans le département de la Seine étaient des femmes, sans doute des secrétaires, dactylos et interprètes ayant travaillé dans des organismes allemands [74] » L'intuition de Richard Cobb se révèle juste : la collaboratrice, c'est la secrétaire (37% des miliciennes déferées devant une chambre civique de la Seine exercent cette profession).

Les différences sociales sont très marquées entre les miliciennes et les résistantes. Les premières, secrétaires, exercent une profession qui atteste un niveau d'instruction qui ne dépasse pas le certificat d'études, et surtout révèle leur forte dépendance sociale. Alors que la majorité des femmes de *Défense de la France* se retrouvent dans des filières qu'Olivier Wieviorka qualifie de « nettement émancipatrices » (40%) ou « autonomisantes » (16%) : il s'agit d'étudiantes, d'institutrices, d'infirmières[75], les collaboratrices exercent, elles, des professions subalternes qui accroissent leur vulnérabilité à la collaboration en dépolitisant leur « accommodement volontaire » (Philippe Burrin) : « Elle déclare qu'en février 1944 elle cherchait du travail ; que dans une file d'attente quelqu'un lui indiqua une place de standardiste vacante au siège de la Milice ; qu'elle se

présenta et fut engagée à l'essai en signant un contrat de travail ordinaire mais aucune espèce d'adhésion au groupement [...] ». Claude G. est formelle :

« J'ai été téléphoniste dans ce parti comme je l'aurais été dans n'importe quelle entreprise ou maison de commerce. Je n'ai assisté à aucune réunion, n'ai jamais fait de propagande, ni participé à aucune action quelconque en faveur de ce parti. Mon salaire mensuel était de 2 000 frs. Je ne travaillais que cinq heures par jour et à des heures diverses suivant les jours. Je n'avais pas fait part à mes parents de mon intention d'occuper cet emploi. Ils ont été placés devant le fait accompli, seul mon père a protesté, mais il n'a rien fait pour me faire quitter mon emploi [76]. »

Femme jeune, exerçant un emploi, ayant de grandes chances d'être secrétaire, la milicienne-type, autre facteur de fragilité sociale, est une femme seule : sur un échantillon de 43 femmes, plus de la moitié sont veuves, célibataires, ou divorcées [77].

La prise en considération de ce facteur « déterminant » qu'est la catégorie socio-professionnelle [78] concernant les miliciennes contribue sinon à dédramatiser, du moins à banaliser leur engagement au sein de la Milice par rapport à d'autres mouvements pro-collaborateurs. On peut aussi entrer à la Milice pour faire du secrétariat, et être mieux payée, nécessité d'autant plus grande que l'on est une femme seule à subvenir à ses besoins en temps de guerre, et de prix exorbitants au marché noir. La prise en considération de la profession contribue donc à dépolitiser l'engagement dans les rangs de la Milice. C'est en tout cas ce que les femmes concernées essayent de faire valoir auprès des juges, en se définissant comme « simples secrétaires ». Cette construction de l'irresponsabilité néglige le fait que toute participation à la Milice suppose une adhésion matérielle, une fiche à remplir, - de couleur rose pour les dames, bleue pour les messieurs -, qui est aussi une adhésion idéologique aux fondamentaux du pétainisme (antisémitisme et anti-maçonnisme).

Les juges sont très sévères envers les miliciennes : leur taux d'acquiescement est de 32,3% quand les femmes collaboratrices bénéficient d'un taux d'acquiescement de 47,6% [79]. Il serait toutefois inexact d'interpréter les condamnations des miliciennes comme un correctif à la décriminalisation de l'antisémitisme opéré par les juridictions de l'épuration [80]. Dans la sévérité des juges, se lit la réprobation qui entoure la Milice, et qui n'épargne pas les femmes sans responsabilité aucune dans ce mouvement. La prise en considération du sexe joue toutefois en faveur des femmes supposées ne pas avoir mesuré la gravité de leur engagement, alors qu'elle aggrave les sanctions prises contre les hommes. [...] À juste titre ? Que pense une femme qui rejoint les rangs de la Milice ?

Des militantes de l'ordre « national et socialiste »

[...]

Deux types de matériaux permettent de préciser le contenu de l'engagement des femmes : les procès-verbaux d'interrogatoire par les juges, le plus souvent par la police en chambre civique, qui permettent de reconstituer les fondamentaux de l'univers politique, et une source relativement fréquente, jointe au dossier parmi les pièces de l'instruction, l'extrait de journal intime ou de correspondances personnelles.

Les collaboratrices politiques sont des femmes jeunes qui rédigent assez fréquemment autant que l'on puisse en juger par des tirages aléatoires de dossiers d'instruction, un journal intime, pratique repérée et commentée par Philippe Lejeune chez les demoiselles à partir du début des années 1850 [85]. Écrit à la date, et s'exprimant à son sujet sans contrainte, le récit de l'engagement dans le journal intime révèle une aspiration : la révolution dans l'ordre, en vue d'instaurer « un ordre français nouveau, national et socialiste » écrit Geneviève D., vingt-deux ans, chef de secteur puis chef de dizaine à l'Avant-Garde, la formation de jeunesse de la Milice. Elle aurait même eu « le titre d'adjointe à l'organisation des sports ».

Le 22 février 1944, cette milicienne, qui au tableau n°1 apparaît parmi les militantes

« d'adhésion », écrit dans son journal intime :

« Je m'inscris à la Milice ! Ai-je agi sur un coup de tête ? Probablement mais j'ai l'impression que je peux et que je vais faire quelque chose pour mon pays ! La Milice sera l'organe national, le parti unique de la France future. L'insigne de la Milice est le gamma, 3^e lettre de l'alphabet grec représentant zodiacal du bélier, signe de force et aussi symbole du renouveau car le monde entre au printemps sous le signe du Bélier. La Milice combat pour l'établissement d'un ordre français nouveau, national et socialiste. "La Milice française combat pour rendre à la France son rang de grande puissance indépendante dans l'unité de la Métropole et de l'Empire. " Le nationalisme intransigeant conduit à l'idée d'une Europe unie. La Milice participe du combat européen : SOL, LVF, Waffen SS. Sur le front intérieur, contre le bolchevisme destructeur, la Milice mène le combat. Elle est le garant de l'ordre français, seul espoir d'un avenir plus clair. La primauté du travail et le respect de la personne humaine. La suppression de la condition prolétarienne. La fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi se réalisera un socialisme national qui au travers de l'amour de la patrie touchera à l'échelon européen et fraternellement regardera le monde.

Je m'engage sur l'honneur à servir la France au sacrifice même de ma vie. Je jure de consacrer toutes mes forces à faire triompher l'idéal révolutionnaire de la Milice française, dont j'accepte librement la discipline [86]. »

L'aspiration à un ordre public autoritaire est sans ambiguïté : la Milice a pour vocation d'être un « parti unique », un type d'organisation inconnu dans un régime démocratique... L'ordre nouveau est qualifié de « national » et de « socialiste ». Il est à la fois anticommuniste, -« national » est ici l'antonyme de « bolchevisme internationaliste »-, et « socialiste ». L'aspiration à un ordre « national *et* socialiste » ne signifie pas la volonté d'importer en France un régime national-socialiste, inspiré de l'Allemagne nazie, mais atteste davantage l'illusion d'imposer dans un pays vaincu cette voie française vers le fascisme, synthèse d'un « nationalisme de type nouveau et d'une certaine forme de socialisme » née à la fin du XIX^e siècle qui retrouve ainsi une actualité[87].

S'il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'idéologie chez les femmes qui ont choisi de militer dans les rangs de la collaboration politique, un motif me semble avoir joué un rôle essentiel dans leur engagement : le pacifisme.

Andrée C., quarante et un ans, divorcée, secrétaire, a adhéré à la Milice « en qualité de secouriste pour les bombardements de nuit », explique en ces termes au juge les raisons de son adhésion : « Au début de 1944, sur les conseils et indications d'une amie, j'ai souscrit un engagement à la Milice (Avant-Garde), 20 rue Drouot, au bureau de cette organisation en qualité de secouriste. D'après les renseignements qui m'ont été donnés de vive voix, mon rôle devait consister à secourir les blessés pendant les bombardements. Quelque temps après j'ai assisté à une réunion de miliciennes à l'annexe du 18^e arrondissement. Ensuite j'ai assisté également à une réunion au bois de Boulogne au cours de laquelle on nous a appris à marcher au pas. Ne me plaisant pas dans cette organisation, j'ai adressé une lettre de démission début mai et il m'en a été accusé réception. Malheureusement je n'ai pas gardé ces papiers [88]»

De retour dans sa cellule, elle éprouve le besoin d'envoyer au juge la lettre dont j'extrais la précision suivante :

« Fresnes, le 15 décembre 1944

Écrou 42 B, Compte 52 B, Cellule 313, 3^e Division

Monsieur le juge,

« [...] j'ai omis de vous préciser un point lorsque vous m'avez demandé si j'étais collaboratrice. Ne sachant pas ce que ce terme « de collaboratrice » représente pour vous et les conséquences qu'il peut entraîner pour moi, je tiens à vous préciser que cela représentait pour moi uniquement la suppression des guerres entre la France et l'Allemagne. Je n'ai, à mon actif, aucun fait de collaboration. Je tiens à vous indiquer que je n'ai jamais nui, en aucune façon, à mon Pays, ni à mon prochain [...] ayant de tout temps respecté les idées de mes prochains et n'oubliant pas, quoique voyant d'une manière différente de la mienne, ils étaient Français comme moi [89]

La collaboration, ce n'est pas la paix, mais l'assurance de « la suppression des guerres entre la France et l'Allemagne », condition *sine qua non* de la paix à venir en Europe. Les femmes basculeraient d'autant plus aisément dans les rangs de la collaboration politique que cette dernière s'inscrit dans le *continuum* d'une prise de position des années trente. Christine Bard a montré comment « le pacifisme intégral » avait fini par conquérir une audience dépassant largement ses

troupes relativement maigres. Des organisations, telle la *Ligue des Femmes pour la Paix*, recréée en 1938, avaient même opté pour le refus de la mixité, entendant « ainsi démontrer que les femmes « en tant que femmes » veulent à tout prix la paix ». Si cette *Ligue* regroupe des militantes de sensibilités diverses, on retrouvera certaines d'entre elles dans les rangs de la collaboration [90].

L'affiliation à un groupement associatif en faveur de la paix n'étant *pas* considérée comme un acte politique, est ignorée par les juges qui n'interrogent pas les prévenues à ce sujet. Il est donc très difficile d'établir si les collaboratrices politiques ordinaires ont expérimenté dans les années trente cette forme particulière de socialisation politique, le combat en faveur de la paix à n'importe quel prix au sein d'une association exclusivement féminine. En substituant le thème de l'entente politique entre la France et l'Allemagne nazie à la dénonciation de l'absence de légitimité de la guerre, la collaboration assure un débouché positif à un « pacifisme extrême [91] » dont l'impact dans la société française a toujours excédé le militantisme au sein d'organisations *ad hoc*.

Autre facteur de l'engagement difficile à cerner, et pourtant lui aussi essentiel : l'appartenance religieuse. On est encore moins renseigné sur cette dernière que sur le pacifisme des femmes : la religion dans la tradition républicaine relève de la sphère privée, et ne fait donc jamais partie des questions que posent les juges aux inculpées. Une nouvelle fois, c'est en ayant recours aux documents intimes, aux lettres et journaux, que l'on perçoit être en présence de femmes catholiques, et pour certaines d'entre elles, dans une proportion que je ne suis pas en mesure de préciser, de catholiques pratiquantes [92]. C'est très net dans le cas de Fabienne Frayssinet qui lie le devoir chrétien et le « rôle de charité » des femmes dans la Milice, « soignant les malades, organisant les repas populaires, les pouponnières et les gardes d'enfants [93] ».

Dans les œuvres sociales de la Milice

« Vouloir s'occuper d'œuvres sociales en adhérant à la Milice est le motif qui revient le plus fréquemment dans la bouche [des miliciennes du Vaucluse] » écrit Christelle Fageot [94]. C'est également la justification la plus souvent invoquée par les miliciennes de la Seine :

« Adoptant les idées développées par la propagande de ce mouvement, elle assista à la mairie du XV^e arrondissement à différentes réunions de la Milice de Darnand, nouvellement constituée en zone nord, et finalement adhéra en mars 1944 à la Milice. Elle y occupa, fin juin, les fonctions de "responsable" du XV^e arrondissement. Interrogée, l'inculpé expliqua qu'en cette qualité, elle était uniquement chargée des œuvres sociales (telles que visites aux familles des travailleurs français en Allemagne, aux sinistrés ; service d'entr'aide pour les familles dans le besoin), précisant, au surplus, que ce service, n'ayant jamais été organisé, n'avait pas fonctionné [95]»

« Le 28 février 1944, j'ai adhéré à la Milice uniquement dans l'intention de m'occuper des œuvres sociales. Comme j'étais la seule femme milicienne du 4^e, j'ai été nommé responsable pour l'arrondissement. J'ai assisté assez régulièrement aux réunions. Il y avait tous les quinze jours une réunion d'arrondissement et également tous les quinze jours une réunion des responsables au centre de la rue Drouot. Les chefs nous y faisaient des conférences, notamment sur des questions sociales [96]»

Les femmes rejoindraient d'autant plus aisément les rangs de la Milice que le type d'action, l'assistance sociale, qui leur est exclusivement proposée – la distribution de marchandises saisies par la Milice aux populations, le secours aux sinistrés, la tenue des restaurants communautaires... – s'inscrit dans une continuité, celle de la « citoyenneté sociale » expérimentée par les femmes catholiques au sein de mouvements conservateurs, telle la section féminine des Croix-de-feu puis du Parti social français du colonel de la Rocque ou de la Ligue patriotique des françaises (1902-1933)[...] Par le biais de ces mouvements résolument ancrés à droite s'impose une sphère d'intervention politique légitime pour des femmes conservatrices, conciliant la paix de Dieu et le nationalisme, et contribuant à naturaliser la mobilisation des femmes en temps de guerre (prise en charge morale et spirituelle des soldats par les marraines de guerre, aide aux blessés lors de la Première Guerre mondiale...). La sphère d'intervention que la collaboration politique ouvre aux

femmes procède d'une extension de la sphère domestique, mais ne s'y réduit pas : une collaboratrice politique est une « mère universelle » dont sont désormais reconnues les compétences. Le travail social, contrairement à la charité, exige une formation dispensée par les mouvements dans les sections féminines [99].

La collaboration politique des femmes débouche ainsi sur la constitution d'une « citoyenneté sociale », une forme de participation aux affaires de la cité difficile à penser dans la mesure où elle ne se traduit pas par la conquête de droits nouveaux. Le régime de Vichy aurait finalement reconnu le droit de vote non pas aux femmes, comme on le voit trop souvent écrit, mais à certaines *françaises*, tout en leur refusant l'éligibilité. Vichy n'a jamais eu l'intention de reconnaître aux femmes la citoyenneté politique: le régime a admis octroyer aux *françaises d'origine*, non naturalisées donc, une fraction des droits politiques exercés par les hommes. Et encore en réservant à la loi les conditions de l'électorat, ce qui lui aurait probablement permis d'accorder le droit de vote exclusivement aux françaises d'origine mère de famille...

En revanche, il est clair que la « citoyenneté sociale », cette citoyenneté sans le vote expérimentée par les femmes catholiques conservatrices des années vingt et trente, a réellement été reconnue d'utilité publique et constituée comme une forme nouvelle de citoyenneté par le régime de Vichy. À la suite des travaux d'Erving Goffman, cette nouvelle citoyenneté pourrait être qualifiée de « citoyenneté parallèle[104] », les femmes et les hommes se retrouvant ensemble dans la sphère publique, mais remplissant des fonctions séparées au nom de la complémentarité sexuée des rôles sociaux.

Organisme placé sous la responsabilité directe du chef du gouvernement, Pierre Laval, la Milice incarne à la fois l'ordre dans ce qu'il a de plus officiel, et en même temps la perspective d'une révolution : l'engagement des femmes dans la Milice bascule dans la sphère publique des activités jusqu'alors mal émancipées de la sphère privée, reléguées dans le caritatif ou le charitable. L'action sociale pratiquée par les miliciennes peut ainsi leur apparaître non comme la seule activité politique qu'elles soient autorisées à mener (ce qui est effectivement le cas [105]), mais comme la conquête d'une citoyenneté de plein exercice dont le droit de vote n'est qu'un des aspects, certainement l'exigence féministe la plus visible et la plus commentée mais peut-être pas la plus essentielle pour celles qui s'efforcent de faire reconnaître la « citoyenneté sociale » qu'elles pratiquent depuis les années vingt[...]

Les femmes qui ont rejoint la Milice en vue d'une action sociale dépolitisée, se sont retrouvées dans un organisme facteur de guerre civile. Elles ont été instrumentalisées par les pouvoirs publics et ont en réalité accompli une mission politique, en participant à la construction de ce que Claudia Koontz, à propos des associations nazies de femmes, a appelé « le versant social de la tyrannie [107] ». Adhérentes d'un mouvement ayant multiplié, sous couvert de maintien de l'ordre, les exactions, les miliciennes ont servi l'honorabilité de la Milice : « L'action de miliciens s'exerçait aussi dans des domaines bien différents : distributions aux familles les plus nécessiteuses de marchandises saisies au marché noir, et surtout aide immédiate portée aux victimes des bombardements en sauvant, au péril de leur vie, les compatriotes ensevelis sous les décombres [...]. Était-ce trahir ou servir que d'agir ainsi ? » [108] s'interrogera, faussement naïf, Jean Bassompierre, responsable de la Milice en zone nord, condamné à mort et exécuté le 20 avril 1948. Le journaliste, anarchiste de droite Jean Galtier-Boissière se contentera de trouver « dérisoire » la volonté rétrospective d'équilibrer les crimes de la Milice par ses « bonnes œuvres [109] » ...

« Sur mon honneur de Française, je vous jure que ma sœur n'a jamais rien fait d'infamant. Elle a eu le tort de se laisser entraîner, comme beaucoup d'autres ; elle était milicienne, mais ne voyait dans la Milice que le bien qui s'y faisait : elle était employée au service social. Lorsqu'on lui citait les crimes commis par les miliciens, elle n'y croyait pas, et ne voyait là que des éléments montés de toutes pièces par la propagande adverse. Elle ne pouvait admettre que le

maréchal Pétain, en qui elle avait toute confiance, puisse approuver de telles infamies. C'est cette confiance et cette bonne foi qui l'ont perdue [110]. »

Résistante, militante au Front national depuis 1942, internée quatre mois et demi à Fresnes par la Gestapo, la demoiselle X. s'efforce de fléchir le juge concernant sa sœur, la milicienne Marie-Louise C., vingt-huit ans, étudiante, surveillante de lycée. Cette dernière ne manifeste aucun remords, non plus qu'aucune amertume face à son engagement passé : « Je n'avais pas d'idée pro-allemandes. J'étais seulement une admiratrice du maréchal Pétain. » En sus du catholicisme, et du pacifisme précédemment mentionnés, le maréchalisme, l'attachement à la personne même du chef de l'État, la dévotion pour son grand âge et son passé de vainqueur de Verdun, ont joué un rôle essentiel dans la conversion d'une acceptation passive en action au service du nouvel ordre des choses : l'engagement au service social de la Milice.

« [...] J'ai adhéré au RNP en juillet 1941 parce que le programme m'avait intéressée au point de vue social. J'étais simple membre et je n'y ai jamais joué un rôle actif, me contentant d'assister aux réunions.

Au moment de la scission qui s'est produite au RNP, entre les partisans de Déat et les anciens membres du MSR, j'ai suivi ces derniers. Mais très tôt, dès septembre 1941, je me suis désintéressée complètement du parti et, sans toutefois, démissionner, je me suis tenue à l'écart de ses manifestations. [...] Le 28 février 1944, j'ai adhéré à la Milice uniquement dans l'intention de m'occuper des œuvres sociales. »

Marie-Louise C. sera le 26 février 1945 condamnée à la dégradation nationale à vie par la 1^{ère} chambre civique de la Seine. Victime, Marie-Louise C. ? Son maréchalisme et son engagement dans les rangs de la Milice sont pris très au sérieux par les juges : Marie-Louise est considérée comme une ennemie politique ; sa lourde condamnation pour des actes où les hommes n'interviennent pas (Marie-Louise n'a été ni la maîtresse d'un Allemand, ni soumise à la pression d'une famille dont les engagements sont visiblement à rebours des siens) atteste qu'une femme peut aussi être considérée comme un sujet responsable, et non plus comme une éternelle mineure non punissable[111]. Les juges, sensibles à la forme émotive d'un vichysme dont le pétainisme serait le versant intellectuel et idéologique, semblent avoir considéré le maréchalisme avoué de Marie-Louise C. comme la preuve irréfutable de l'existence de ses convictions politiques.

La trajectoire de Marie-Louise C. au sein de la collaboration offre aussi un autre enseignement : c'est la volonté de mener une action non politisée qui la pousse à s'éloigner du RNP, puis du MSR dont l'activité est visiblement à ses yeux trop proche de celle des anciens partis politiques, défenseurs d'intérêts particuliers. Ce « déni du politique » sous-tend l'engagement de femmes au service d'une action sociale présentée comme exclusivement guidée par l'intérêt général. Mais, ainsi que le remarque Kevin Passmore, « si les activistes sociales réaffirment en théorie la séparation du social et du politique, elles contribuent, en pratique, à étendre les frontières du social, et finalement à redéfinir le politique [112] ».

[...] On ne comprendra pas ce qu'avait à la fois de révolutionnaire et de conservateur cette façon qu'ont eue les femmes de faire de la politique en 1945 si, à côté de l'expérience des résistantes, on ne tient pas compte du legs caché des collaboratrices politiques à la conception du politique défendue par les femmes à la Libération.

L'histoire des femmes dans la collaboration politique devrait être une histoire en trois dimensions. À l'histoire positive des femmes qui ont volontairement adhéré aux mouvements pro-collaborateurs, s'articulerait l'histoire des pratiques des hommes qui, au même moment, ont fait un choix similaire [115], ainsi que l'histoire des résistantes. Ayant opté pour un choix politique diamétralement opposé, ces dernières attestent la dimension intentionnelle de la collaboration. On pouvait toujours ne pas... C'est en s'inscrivant dans cette triple perspective que l'histoire des collaboratrices politiques pourra ambitionner être autre chose qu'une contribution, importante ou inédite, à l'histoire des femmes : une réflexion sur les engagements extrêmes et la redéfinition des

frontières du politique en temps d'exception.

Notes

- [1] François Rouquet, « Dans la France du Maréchal », dans Christine Fauré (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997, pp. 678-679 et Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Seuil, coll. « Points », [1995] 1997, p. 433.
- [2] Voir l'analyse des bénéfiques politiques que retire Vichy à promouvoir cette image de la femme confinée dans un rôle traditionnel : Martine Gutot-Bender, « Seducing Corinne : the Official Popular Press during the Occupation », dans Melanie Hawthorne and Richard J. Golsan (eds), *Gender and Fascism in Modern France*, Hanover and London, University Press of England, 1997, p. 69-82.
- [3] Richard Cobb, *Vivre avec l'ennemi. La France sous deux occupations 1914-1918 et 1940-1944*, Éditions du Sorbier, 1985, p. 127. En ce qui concerne l'Allemagne nazie, voir Nicole Gabriel, « Les bouches de pierre et l'oreille du tyran : des femmes et de la délation », dans Liliane Kandel (dir.), *Féminismes et nazisme*, Paris, Odile Jacob, [1997], 2004, p. 42-55.
- [4] Julie Chassin, « La délation sous l'Occupation dans le Calvados », *Annales de Normandie*, vol. 54, n°1, janvier 2004, p. 83.
- [5] Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France 1944-1956*, Paris, Fayard, 1992, p. 64.
- [6] Jean Galtier-Boissière avec la collaboration de Charles Alexandre, *Histoire de la Guerre 1939-1945*, Paris, Éditions de La Jeune Parque, 1965, p. 272. Voir aussi : Philippe Randa, *Dictionnaire commenté de la collaboration française*, Paris, Jean Picollec, 1997, p. 102.
- [8] François Rouquet, « Épuration, Résistance et représentations : quelques éléments pour une analyse sexuée », dans Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard, *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995.
- [9] Voir Fabrice Virgili, *La France virile. Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000, p. 230, p. 238 et p. 298. Voir aussi Luc Capdevila, « Le mythe du guerrier et la construction sociale d'un « éternel masculin » après la guerre », *Revue française de psychanalyse*, n°2, 1998, p. 616-617 et Michaël Kelly, « The Reconstruction of Masculinity at the Liberation », dans H.R. Kedward, Nancy Wood (ed.), *The Liberation of France. Image and Event*, Oxford, Berg Publishers, 1995, p. 119.
- [10] Fabrice Virgili, *La France virile, op. cit.*, p. 28.
- [11] Sur les 20 000 femmes déferées devant des juridictions d'exception, 3 000 environ auraient été « tondues » : chiffre calculé à partir des données fournies dans Fabrice Virgili, *La France virile, op. cit.*, p. 255.
- [12] Luc Capdevila, « La collaboration sentimentale : antipatriotisme ou sexualité hors-normes ? », dans François Rouquet et Danièle Voldman (dir.), « Identités féminines et violences politiques 1936-1946 », *Cahiers de l'IHTP*, n°31, octobre 1995, p. 79 et p. 67.
- [13] Penny Summerfield, « Gender and War in the Twentieth Century », *The International History Review*, vol. 19, n°1, February 1997, p. 9.
- [14] Françoise Leclerc, Michèle Wendling, « La répression des femmes coupables d'avoir collaboré pendant l'Occupation », *Clio. Histoire, femmes et société*, n°1, « Résistance et Libération France 1940-1945 », 1995. L'article est consultable sur internet : <http://clio.revues.org>. Sous cette forme, les articles ne sont pas paginés. Une version abrégée de ce même article figure dans Liliane Kandel (dir.), *Féminismes et nazisme, op. cit.*, p. 74-85. La citation est p. 76.
- [16] Art. 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1944 « instituant l'indignité nationale ».
- [18] Ces chiffres sont tirés d'une enquête statistique menée sur les 8 811 inculpés d'indignité nationale et déferés devant l'une des sept Chambres civiques de la Seine entre 1944 et 1951. Voir Anne Simonin, *Le Déshonneur dans la République, op. cit.*, p. 17-18.
- [21] « In its simplicity, the Milice resembled the Francistes more than either PPF or RNP and Darnand was temperamentally closer to Bucard than to either Doriot or Déat », dans Bertram M. Gordon, *Collaborationism in France during the Second World War*, Ithaca, Cornell University Press, 1980, p. 188.
- [67] Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, op. cit.*, p. 434.
- [68] Voir le mémoire de maîtrise de Cécile Sommier, *La Collaboration politique féminine à travers les sources de l'épuration dans les Côtes d'Armor*, université de Rennes II Haute-Bretagne, sous la direction de Luc Capdevila, juin 2000 et celui de Master 1 d'Aude Benzerga-Monjot, *La Place des femmes au sein du RNP 1939-1945*, université de Paris X Nanterre, sous la direction de Nicole Edelman, juin 2008.
- [69] Christelle Fageot, « Les femmes miliciennes : une minorité caractéristique », dans *La Milice en Vaucluse 1943-1945*, Études Comtadines, 2008, p. 174-188. Je remercie François Le Goaran de Tromelin de m'avoir signalé et prêté cette publication.
- [70] 60% des miliciennes du Vaucluse ont moins de 45 ans. *Ibid.*, p. 176.
- [71] Paula Schwartz, « La répression des femmes communistes 1940-1944 », art. cité, p. 37.
- [72] Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, p. 96.
- [73] Siân Reynolds, *France between the Wars. Genders and politics*, London and NY, Routledge, 1996, p. 202-203 et p. 225.
- [74] Richard Cobb, *Vivre avec l'ennemi, op. cit.*, p. 127.
- [75] Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance, op. cit.*, p. 167.
- [76] Extraits de l'exposé du commissaire du Gouvernement du 10 mars 1945 et du procès-verbal d'interrogatoire par le juge d'instruction près le tribunal de première instance de la Seine, 3 janvier 1945. Source : AN, série Z5/155/n° 6441.
- [77] Détail des chiffres : 21 sont mariées (soit 48,8%) quand 22 sont veuves (4), célibataires (16), divorcées (2) (soit 51,2%).
- [78] Fr. Marcot et J.P. Massonié, « Les collaborateurs dans le Doubs », *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n°115, juillet 1979, p. 38.

- [80] Anne Simonin, « Pourquoi l'antisémitisme devait rester impuni », dans *Le Déshonneur dans la République*, op. cit., p. 484-493.
- [86] Source : AN, dossier Z5/124/5736.
- [87] Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983. Pour l'analyse des virulents débats suscités par cet ouvrage, voir Gabriel Maissin, « Zeev Sternhell : aux origines du fascisme », *Politique. Revue de débat*, <http://politique.eu.org/archives/> 2005.
- [88] Procès-verbal d'interrogatoire par le juge du tribunal de 1^{ère} instance de la Seine, 14 décembre 1944. Source : AN, Z5/74/3058.
- [89] *Ibid.*
- [90] Christine Bard, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995, p. 302-308 et Siân Reynolds, *France between the Wars : Genders and Politics*, London, Routledge, 1996.
- [91] Nicolas Offenstadt, « La pacifisme extrême à la conquête des masses : la Ligue Internationale des Combattants de la Paix (1931-1939) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 30, n°30, 1993, p. 35.
- [92] Source : AN, Z5/2/122.
- [93] Fabienne Frayssinet, *Quatre saisons dans les geôles de la IV^e République*, op. cit., p.20.
- [94] Christelle Fageot, *La Milice en Vaucluse 1943-1945*, op. cit., p. 178.
- [95] Source : AN, Z5/7/597.
- [96] Source : AN, Z5/6/548.
- [99] Kevin Passmore, « Planting the Tricolor in the Citadels of Communism »... », art. cité, p. 837.
- [103] Michel Verpeaux, « Le juif *non citoyen* », dans *Le Droit antisémite de Vichy*, Paris, Seuil, coll. « Le Genre humain », 30-31, 1996, p. 197.
- [104] Erving Goffman, *L'Arrangement des sexes*, Paris, La Dispute, 2002.
- [107] Claudia Koontz, *Mothers in Fatherland : Women, the Family and Nazi Politics*, New York, Saint Martin's Press, 1987, p. 33. Ouvrage traduit sous le titre : *Les Mères-patries du III^e Reich : les femmes et le nazisme*, Paris, Lieu commun, 1989.
- [108] Jean Bassompierre, *Frères ennemis* 1948], Paris, L'Homme libre, 2006, p. 150.
- [109] Jean Galtier-Boissière avec la collaboration de Charles Alexandre, *Histoire de la Guerre 1939-1945*, op. cit., p. 274.
- [110] Source : AN, série Z5/6/548.
- [111] « La revendication féministe contemporaine de la violence et de la punition, pour surprenante qu'elle soit, se comprend dans cette perspective d'une reconnaissance d'égale responsabilité », dans In Cécile Dauphin, Arlette Farge, Geneviève Fraisse et alii, « Culture et pouvoir des femmes : essai d'historiographie », *Annales E.S.C.*, n°2, mars-avril 1986, p. 283.
- [112] Kevin Passmore, « Planting the Tricolor in the Citadels of Communism », art. cité, p. 846.
- [115] Jacques Revel, « Masculin/Féminin : sur l'usage historiographiques des rôles sexuels », dans Michelle Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Rivages, 1984, p. 128.

Joly, Laurent. « Contextes sociaux de la dénonciation des Juifs sous l'Occupation », *Archives Juives*, vol. vol. 46, no. 1, 2013, pp. 12-34.

En 1940, la communauté juive représente environ 300 000 personnes en France, soit un pourcentage inférieur à 1 % de la population totale du pays (s'élevant alors à 40 millions d'habitants). Dans les faits, la présence culturelle, sociale et linguistique de populations juives n'est perceptible qu'à Paris, dans certains quartiers, et dans de rares villes de province. Sur les quelque 170 ou 180 000 Juifs recensés sur ordre des autorités allemandes en zone occupée à l'automne 1940, 150 000 le sont dans le département de la Seine [1]. C'est là, dans la capitale et sa proche banlieue, que la politique de persécution va nécessiter le déploiement d'importants moyens administratifs, pour contrôler et spolier les Juifs, puis de moyens policiers, au moment des grandes rafles. C'est là, aussi, que la délation antijuive va sévir le plus intensément, et s'inscrire, fréquemment, dans des environnements sociaux formés de longue date.

C'est cette réalité de la dénonciation des Juifs sous l'Occupation – non seulement celle d'individus en fuite ou cachés, que l'on se représente habituellement, mais aussi celle de victimes de contentieux interpersonnels ordinaires, souvent anciens et trouvant à se régler *via* la règlementation antisémite – que nous nous proposons d'observer. L'exploitation systématique de sources archivistiques d'origine judiciaire permet, on va le voir, d'accéder au plus près de ces contextes sociaux conflictuels.

Les sources judiciaires : au plus près des contextes sociaux de la délation

Le matériau habituel de l'historien qui étudie le phénomène de la délation repose sur ces corpus de lettres, le plus souvent anonymes, éparpillées ou classées dans les fonds d'archives. De tels documents sont particulièrement précieux : ils permettent d'analyser la langue et les codes du pouvoir incorporés par les délateurs et qui sont mobilisés dans le but d'attirer l'attention des autorités et de rendre leur démarche efficace. Pour autant, ces collections ne permettent généralement pas de saisir la cause réelle au nom de laquelle le délateur agit ni le contexte social qui sous-tend son acte. Il apparaît ainsi comme un « être quasi fictif », selon la formule de Michel Foucault, dont les mots doivent d'être parvenus jusqu'à nous au fait que le pouvoir se soit intéressé à son cas et qu'il ait recueilli sa plainte [3]. En pratique, il y a bien souvent un grand décalage entre la rhétorique déployée dans les lettres (faisant appel aux notions de justice, de désintéressement ou d'intérêt général) et la réalité des motifs qui déterminent le passage à l'acte.

La source principale exploitée ici – des dossiers de procédures engagées à la Libération contre des personnes inculpées pour faits de dénonciation commis entre 1940 et 1944 en région parisienne, dans le ressort de la cour de justice de la Seine [4] – permet de cerner de plus près les environnements sociaux de la délation des Juifs sous l'Occupation. Ces dossiers comportent les plaintes de victimes ou de familles de victimes, des enquêtes de police, des témoignages de voisins, les interrogatoires des inculpés, des confrontations, des documents saisis, parfois la ou les lettres de délation. Bref, il s'agit sans doute de la seule source disponible permettant de réunir l'ensemble des « actants » de la dénonciation tels que les a définis le sociologue Luc Boltanski et de situer la pratique dans ses contextes sociaux de réalisation : en premier lieu, le délateur (qui il est, d'où il parle) ; ensuite, l'ensemble des causes aux noms desquelles il agit (sa rhétorique, ses justifications, ses motifs profonds) ; en troisième lieu, la ou les personnes nominalement visées par la délation (qui elles sont, dans quel contexte et avec quelles conséquences pour elles) ; enfin, les autorités auxquelles les délations sont adressées[5].

Grâce à l'inventaire des dossiers de procédure d'affaires renvoyées devant la cour de justice de la Seine de 1944 à 1951, c'est-à-dire celles qui ont donné lieu à des procès [6] on a pu établir que sur les 7 905 inculpés recensés [7], 1 595, soit 20 %, l'ont été pour faits de dénonciation, qui constituent l'incrimination principale dans la plupart des cas. Parmi eux, on relève 240 inculpés pour délation de Juifs ou supposés tels, soit 15 % de l'ensemble, répartis dans 197 dossiers [8]. Un peu plus de la moitié de ceux-ci (103, englobant 141 inculpés) ont été dépouillés et traités en détail dans l'optique de cet article. Malgré tout le bénéfice que l'on peut tirer de cette source, elle soulève un certain nombre de difficultés liées à sa nature judiciaire – elle-même influencée par toute une série de logiques sociales (par exemple, la possibilité matérielle de porter plainte à la Libération ou la difficulté d'identifier les délateurs) et politiques (les procédures de la cour de justice visent prioritairement les « collabos », ayant dénoncé aux Allemands) qui biaisent forcément l'analyse. Ainsi, alors que la majorité des délations adressées aux autorités répressives sous l'Occupation n'ont eu aucune suite fâcheuse [9], la machine judiciaire de l'épuration sanctionne-t-elle avant tout, logiquement, les dénonciations « efficaces » et « criminelles ». Sur les 97 dossiers judiciaires pour lesquels les conséquences de la délation sont connues, 31, soit près du tiers, concernent des Juifs déportés ; dans deux autres cas, la personne dénoncée est morte au moment de son arrestation (syncope, suicide) ; pour vingt autres, l'intéressé a été interné à Drancy ou mis en prison ; dans quinze dossiers, les personnes visées ont échappé à l'arrestation. Le reste des affaires (29) concernent des délations classées sans suite ou qui ont entraîné des sanctions non privatives de liberté (spoliation, interdiction professionnelle, etc.).

Par ailleurs, sur les 95 dossiers pour lesquels l'infraction ou la principale infraction dénoncée peut être précisément restituée (Tableau 1), 17 renvoient à des affaires de « biens juifs » et de professions interdites. La majorité des affaires (56 sur 95) concernent des Juifs ou supposés tels non déclarés, des Juifs répertoriés dans les fichiers de recensement dénoncés pour infraction à l'obligation du port de l'étoile ou à d'autres interdictions (le plus souvent changement de domicile, faux papiers, etc.) et enfin des individus cachés, vivant dans la clandestinité. Manifestement, cette typologie renseigne plus sur les dénonciations qui ont pu entraîner des conséquences fatales que sur la véritable morphologie de la délation antijuive entre 1940 et 1944.

Tableau 1 : Principaux motifs et circonstances de la délation (renseignés dans 95 dossiers)

Réfractariat au travail obligatoire en Allemagne	1
Rafle de Juifs	4
Profession interdite	5
Abus de confiance, marché noir, etc.	6
Déménagements d'affaires, meubles cachés	7
Propagande antiallemande, communiste, etc.	8
« Biens juifs » (non déclarés, « aryansisation fictive », appartements « juifs », etc.)	12
Infraction au port de l'étoile juive	13
Juifs (ou supposés tels) non déclarés	18
Infractions diverses liées à des tentatives de camouflage et de sauvetage (changement de domicile, clandestinité, faux papiers, etc.)	21

Il est probable, également, que la proximité entre dénonciateurs et dénoncés était moindre dans la réalité que ce qui apparaît dans les dossiers de la cour de justice de la Seine. Dans 83 des 97 affaires renseignées à cet égard, le ou les délateurs connaissent bien leur(s) victime(s) : collègues, voisins de longue date, amis s'étant brouillés (Tableau 2), etc.

Tableau 2 : Nature de la relation préalable dénoncé-dénonciateur (renseignée dans 97 dossiers)

Sans lien ou connaissance vague	14
Familiale (belle-sœur, maîtresse du mari, etc.) ou amical (proche, ex-ami, etc.)	15
Voisinage	20
Liens professionnels, matériels ou d'affaire (collègue, confrère, associé, employé, locataire, concierge, etc.)	48 (dont 13 concierges)

De fait, les délations les plus « voyantes », dans des contextes sociaux de voisinage, professionnels ou familiaux, sont surreprésentées dans notre source : personnes se vantant de sa dénonciation, annonçant leur vengeance alentour ou menaçant leurs voisins « de la Gestapo ». C'est bien entendu ce type de délateurs qui fait l'objet des premières plaintes à la Libération. Assurément, ces dossiers judiciaires ne permettent pas de prendre la mesure de la délation de type « légaliste » – ainsi de ces « citoyens » anonymes, impossibles à identifier, ayant remarqué des Juifs en infraction et les ayant désignés aux autorités.

Il n'est, concomitamment, guère étonnant que, pour 35 des 78 dossiers pour lesquels le mode opératoire est connu, la dénonciation ait pris la forme d'une démarche orale : désignation à des policiers lors d'une rafle, déplacement à un commissariat de police ou à la « kommandantur », appel téléphonique, etc. Bien que spectaculaire, cette proportion ne permet pas la moindre conclusion générale quant à la répartition des modes de délation durant les années d'Occupation. Nous relevons par ailleurs 14 lettres anonymes pour 22 signées. Là aussi, toute extrapolation serait erronée. Pour autant, compte tenu de la nature judiciaire de notre source (identifier un délateur anonyme est particulièrement difficile, l'inculpé nie et des expertises graphologiques doivent être réalisées), un tel chiffre est déjà significatif : il est certain que, dans la réalité des pratiques délatrices, la part de l'anonymat a été considérable [10].

Malgré ses limites, la source judiciaire n'en éclaire pas moins une caractéristique fondamentale de la dénonciation. En règle générale, la démarche qui consiste non seulement à écrire mais aussi à rechercher l'adresse de l'autorité que l'on souhaite voir agir, puis à poster la lettre, ou l'effort consistant à se rendre à un commissariat de police ou un service allemand et à en franchir les portes pour y déclarer son intention de dénoncer supposent un investissement affectif personnel très puissant : un intérêt impérieux, une volonté de vengeance poussée à la haine, une frustration ou une passion politique sans limites. C'est à cette réalité de la dénonciation, souvent sous-estimée dans des approches banalisant à tort une pratique largement condamnée par le sentiment populaire dominant, que les dossiers de justice de l'épuration permettent d'accéder. Dans le contexte des années noires, dénoncer un Juif, *a fortiori* aux Allemands, représente une entorse grave au « code de conduite » adopté par la majorité des citoyens[11]. De fait, un tel acte n'est, en de telles circonstances, jamais complètement neutre d'un point de vue politique, et, comme on va le voir, il n'est pas rare qu'il donne lieu à l'expression de haines personnelles redoublées par l'affect antisémite (« sale youpin », « ça sent la juiverie ici », etc.).

Sur au moins trois points, le prisme judiciaire de la documentation qui nous intéresse ne constitue pas un défaut dirimant. Le mobile principal de la délation, d'abord, est nettement repérable dans 88 dossiers. L'interprétation qui s'impose à la lecture du tableau 3 confirme ce que la plupart des spécialistes ont mis en avant : dans la majorité des cas, l'acte de dénoncer répond à un intérêt personnel [12]. Du reste, dans la plupart des 103 dossiers examinés, les individus poursuivis pour faits de dénonciation le sont pour avoir dénoncé une seule personne ou un seul groupe de personnes, ce qui conforte la dimension personnelle et d'opportunité de la plupart des démarches. Les délateurs « professionnels » sont une minorité dans notre corpus, comme ils l'étaient certainement

de manière générale.

Tableau 3 : Mobile principal du délateur (discernable dans 88 dossiers)

Contrainte	2
Jalousie, ressentiment pathologiques	9
Politique (collaborationnisme, antisémitisme militant)	11
Légalisme antisémite	13
Crapuleux (convoitise, chantage, escroquerie, etc.)	17
Querelles et vengeances personnelles (pour l'essentiel dans des contextes de voisinage)	36

Deuxième point : l'instance sollicitée, qui est renseignée dans 91 dossiers – en tenant compte du fait que, pour plus de 80 dossiers, on ignore si d'autres institutions ont été sollicitées à la suite ou en parallèle. On constate (Tableau 4) que la plupart de nos délateurs (51 dossiers sur 91) se sont adressés aux autorités occupantes – Gestapo ou police allemande assimilée ainsi que les organes familiers de l'appareil d'occupation militaire, telles les « kommandanturs ». Il ne faut évidemment pas en déduire que les délateurs de Juifs ont, dans l'ensemble, majoritairement recouru au pouvoir répressif allemand – la justice de l'épuration ciblant, comme on le sait, les dénonciateurs-« collabos ». En réalité, il est probable que la majorité des délations antijuives pratiquées sous l'Occupation sont allées aux administrations dites « classiques ». On observe ainsi que, dans 27 dossiers, les délateurs ont en premier lieu saisi des institutions françaises traditionnelles (avant tout, la préfecture de Police et ses commissariats de quartier). Dans dix cas seulement, la dénonciation initiale est parvenue au commissariat général aux Questions juives. Cela ne signifie d'ailleurs pas que ces dix affaires mettent en scène des délateurs qui sont des militants antisémites, initiés, admirateurs de l'action de Vallat ou de Darquier de Pellepoix. Parfois, un fonctionnaire, un avocat ou un ami sollicité conseillent de s'adresser à telle instance réputée particulièrement efficace : le CGQJ ou, mieux, la « Gestapo » de l'avenue Foch (puis de la rue des Saussaies) et son service antijuif spécialisé [13] ...

Tableau 4 : Instance sollicitée par la première délation attestée ou supposée (renseignée dans 91 dossiers)

Comité central des fruits et légumes	1
Plainte devant la justice française	2
Presse (Au Pilon, Le Matin)	3
Commissariat général aux Questions juives (dont Section d'enquête et de contrôle)	10
Préfecture de police de Paris (services centraux et brigades spéciales, commissariats de quartiers, gardiens de la paix, etc.)	24
« Gestapo » (Sipo-SD, rue des Saussaies, etc.)	24
MBF (Militärbefehlshaber in Frankreich, Commandement militaire en France), Kommandanturen (Paris, Asnières, Boulogne, Courbevoie, etc.) et autres bureaux allemands non policiers	27

Enfin, troisième point : la temporalité. Le moment de la première délation reprochée aux inculpés pour faits de dénonciation de Juifs devant la cour de justice de la Seine est informé dans 89 des 103 dossiers de notre corpus. On ne comptabilise que treize dénonciations jusqu'à la fin de l'année 1941, mais 38 pour la seule année 1942, dont cinq pour le premier trimestre et 33 pour le reste de l'année, avec un pic au cœur de l'été et au début de l'automne. L'année 1943 semble moins fertile en délations (21), sauf le premier trimestre (11), les dix autres se trouvant répartis entre avril et

décembre 1943. On relève encore seize délations pour le premier semestre de 1944, et encore une en juillet 1944.

Le lien est patent entre ces résultats et les grandes séquences de l'application de la « solution finale » en France : les rafles de l'été 1942 et de février 1943, la traque redoublée de 1944. Il tient, bien sûr, à la nature judiciaire de notre source, largement axée sur les dénonciations ayant eu des conséquences criminelles. Mais il faut, sans doute, y voir aussi une indication importante quant à la nature du phénomène dans son ensemble. Il est probable que les moments forts de la dénonciation antijuive ont suivi les grandes rafles, avec l'entrée en clandestinité ou en semi-clandestinité de nombreuses victimes – près de 10 000 Juifs dûment fichés ont ainsi échappé à l'opération des 16 et 17 juillet 1942. Les archives du CGQJ et de la préfecture de Police de Paris recèlent de nombreuses traces en ce sens. De manière générale, toute politique mise en œuvre et ciblant une catégorie particulière de personnes ou créant de nouveaux délits suscite, mécaniquement en quelque sorte, des dénonciations spécifiques. Et c'est ce qui se passe avec les Juifs sous l'Occupation, surtout à partir de 1942. Dans son journal de guerre, Maurice Toesca, directeur-adjoint de cabinet du préfet de Police, insiste, en décembre 1943, sur la recrudescence des dénonciations antijuives : « Depuis les rafles massives de Juifs en juillet dernier, les arrestations individuelles n'ont été que plus fréquentes. La plupart du temps les Juifs repérés sont dénoncés par des voisins. Lettres anonymes à caractères majuscules [15] ».

Ainsi, notre source judiciaire, bien que conçue dans une logique d'épuration, n'est-elle pas sans refléter la réalité des politiques répressives mises en œuvre contre les Juifs et des dénonciations survenues en région parisienne entre 1940 à 1944. Elle permet de les observer à l'échelle des relations dénoncés-dénonciateurs et de cerner de plus près les conditions sociales et politiques qui ont entraîné, pour une partie des délations antijuives, des conséquences meurtrières.

Réactivité sociale et délation antijuive

L'image que l'on associe le plus couramment au phénomène de la délation dans la France des années noires est celle du « corbeau [16] », sournois et pervers, se délectant de rédiger des lettres anonymes et prenant plaisir à les envoyer. Il est une autre réalité, moins connue mais potentiellement plus redoutable, celle des délateurs spontanés, agissant au grand jour, qui ont à cœur de seconder la politique antijuive quand l'occasion leur en est donnée.

En 1942, Georges U. et son épouse ont commandé un travail à un ébéniste. Si U. est juif, sa femme ne l'est pas, et c'est elle qui mène l'opération. L'artisan, Édouard L., ancien combattant âgé de 53 ans, à la tête d'un commerce prospère d'ameublement, est un homme de droite sanguin et hâbleur. L'affaire se passe mal. Les U., mécontents de l'ouvrage fait, saisissent le juge de paix, qui nomme un expert. Le 3 juillet 1942, à l'heure de la confrontation, ce dernier manque à l'appel. L'artisan se met en colère. On lui fait perdre son temps. C'est la première fois qu'il voit Georges U. et, fulminant contre les Juifs « mauvais payeurs », il l'attrape brusquement et le traîne au poste de police le plus proche, dans le quartier d'Auteuil, à Paris. Depuis un mois, une ordonnance allemande oblige les Juifs de zone occupée à sortir munis d'une étoile jaune nettement visible, et U. ne porte pas l'insigne : « élevant la voix pour faire scandale et amener les passants [L.] me dit : “vous êtes juif et vous ne portez pas l'étoile, vous allez me suivre au Commissariat et vous allez voir” », rapporte U. à la Libération [17]. Le secrétaire du commissariat d'Auteuil, qui passe pour être « collabo », donne suite à l'incident. Georges U. est retenu puis envoyé à Drancy[...] Sa femme étant non-juive, Georges U. évite la déportation. Interné à Drancy, à Pithiviers, à Beaune-la-Rolande puis à Aurigny, il est finalement libéré en juin 1944, car malade et âgé. Pendant ce temps, Édouard L. continue à s'acharner contre Mme U., accusée d'être une « sale youpine ». En mai

1945, il est condamné à cinq ans de travaux forcés par la cour de justice de la Seine. [...]

Ce type de délateurs acharnés et « stratèges » représentent assurément une menace dans le contexte des années noires. La dénonciation orale, spontanée, a souvent plusieurs témoins, et il est plus difficile pour un représentant de l'ordre, surtout s'il est craintif et que le délateur se montre virulent, de faire abstraction de l'information ainsi apportée. L'exemple suivant montre combien l'attitude empressée d'un citoyen pronazi peut influencer des policiers ordinairement peu zélés et provoquer une double arrestation fatale.

Né en 1878, d'origine hongroise, Émeric F. est entrepreneur en maçonnerie et peinture à Paris. À part une condamnation en 1920 pour spéculation illicite sur les loyers, il jouit plutôt d'une bonne réputation. Mais, sous l'Occupation, ses opinions favorables au Troisième Reich le marginalisent. Au 58, rue de Saussure, dans le XVII^e arrondissement, où il habite, ses voisins se méfient de lui. Dans la nuit du 5 novembre 1942, la rafle des Juifs grecs, confidentiellement préparée par le « service juif » de la préfecture de Police de Paris [20] est exécutée par des gardiens de la paix. Deux agents se rendent ainsi, vers 1 heure du matin, au 58, rue de Saussure. Une famille juive y a été recensée. Craignant depuis quelque temps d'être arrêté, Léon Romano, dentiste de formation, se cache dans une chambre où, assure un voisin aux policiers, il ne se trouve personne. Sa femme Sarah, née en 1899, et sa fille Estelle, âgée de dix-neuf ans, demeurent, elles, dans leur pavillon, dans la cour. Elles n'ouvrent pas. Les lieux paraissent inhabités. Les gardiens de la paix hésitent. Le concierge affirme qu'il n'y a personne. Mais Émeric F., sorti de chez lui et tout heureux d'assister la police, se montre insistant : « Mme Romano on vous demande »... Cette dernière finit par ouvrir ; sa fille tente de se cacher dans le grenier, mais finalement toutes deux sont appréhendées. Sarah Romano lance à Émeric F. : « Je ne savais pas que vous aviez deux métiers. » Le gardien de la paix qui rapporte ces propos à la Libération dépeint le délateur sous les traits d'un vieil homme acharné, notamment contre son concierge [21]. Les deux femmes sont amenées au commissariat du XVII^e arrondissement puis à Drancy. Quatre jours plus tard, elles sont déportées à destination d'Auschwitz, où elles sont assassinées. Une fois les policiers partis, Léon Romano s'est caché dans « les waters, sur le palier », aucun voisin n'ayant le courage de l'accueillir durant cette nuit tragique [22]. Il parvient ensuite à se sauver et, à la Libération, peut porter plainte contre Émeric F. Ce dernier, également soupçonné d'avoir dénoncé un voisin communiste, est jugé – malgré l'intervention de son député, Joseph Denais – et condamné à mort par la cour de justice de la Seine en juillet 1945. En raison de son âge (67 ans), la peine est commuée en travaux forcés à perpétuité.

Les grandes rafles, si elles ont provoqué des réflexes de solidarité de la part de voisins, ont aussi suscité des réactions haineuses chez certains, véritablement scandalisés que des Juifs puissent échapper à ces opérations. Les S., un couple d'Alsaciens dont la femme, Thérèse, est concierge rue de l'Orillon à Paris et le mari, Joseph, cordonnier au chômage, est un alcoolique et un pronazi, sont tellement caricaturaux que leur cas demeure évidemment exceptionnel. Menaçant régulièrement les locataires juifs de l'immeuble, pillant les appartements des déportés, ils n'hésitent pas à se faire les auxiliaires de la police. En juillet 1942, Mme Frydman, qui a échappé à la rafle des 16 et 17, se cache chez un parent avec son fils, âgé de dix ans. À plusieurs reprises, ce dernier revient rue de l'Orillon pour chercher des affaires. Le 20 juillet, il est surpris dans l'escalier par Mme S., qui lui interdit de pénétrer chez lui. Joseph S. arrive et garde l'enfant prisonnier dans la loge, tandis que la concierge court chercher un agent au commissariat du quartier ! Le garçonnet est conduit à un centre de l'Union générale des Israélites de France, rue Lamarck, où sa mère, venue le voir, est bientôt arrêtée puis déportée. Les S. dénoncent d'autres Juifs vivant dans l'immeuble, notamment lors de la rafle de février 1943 [26]. Au total, quatre ou cinq familles ont été déportées par leur

faute. En juin 1947, Joseph S. sera condamné aux travaux forcés à perpétuité et son épouse à cinq années de la même peine.

Sur les 73 concierges renvoyés devant la cour de justice de la Seine pour faits de dénonciations entre 1944 et 1951, 27 le sont pour délation de Juifs. Il s'agit de la première profession exercée par les inculpés de notre corpus (13 sur 141). Cette surreprésentation tient aux caractéristiques du métier – contact avec les autorités, relations avec les administrés, etc. –, qui, dans le contexte de l'Occupation, ne déterminent pas plus une prédilection pour la dénonciation que pour l'aide à la résistance. Mais il est dans les attributions des concierges de faire preuve de diligence lorsque les autorités viennent opérer dans leur immeuble. Une telle situation est inévitablement ambiguë. [...] Par ailleurs, les gardiens d'immeubles appartenant à la Ville de Paris sont tenus de « signaler la présence des locataires juifs habitant les dits immeubles ». [...] Les archives du CGQJ conservent plusieurs dizaines de réponses à un communiqué paru dans la presse au début de l'année 1943 relatif aux biens juifs non déclarés, que « les officiers ministériels, administrateurs, fondés de pouvoir, gérants, concierges et locataires » sont « fondés à signaler » aux services de Darquier de Pellepoix à Paris [31]. « Monsieur le Commissaire, Je suis concierge au 4 rue Saulnier Paris IX^e. Mon propriétaire est Juif et je tiens à vous déclarer que dans l'immeuble existe une synagogue en fonction. Le propriétaire s'appelle Lucien Feist et est parti en zone libre. Recevez, Monsieur le Commissaire, mes sincères salutations », écrit ainsi une gardienne, sur un ton parfaitement neutre[...]

Mais, au bout du compte, peu de concierges ont estimé de leur devoir de signaler aux autorités des Juifs en infraction et des biens juifs non déclarés. Et rares sont ceux ayant agi comme ce concierge, rue des Acacias à Paris, qui s'en prend avec virulence à une locataire juive surprise en train de sortir un buffet de chez elle. Comme l'intéressée néglige ses menaces, il alerte le « service juif » de la Gestapo, avenue Foch, et provoque son arrestation (la jeune femme est heureusement rapidement libérée). « C'était mon devoir », se défendra-t-il à la Libération, insistant sur le fait qu'il ne pouvait laisser cette locataire déménager sans s'assurer que les contributions avaient bien été payées au propriétaire [33]

La délation instrumentalisée ou la cause du délateur

La plupart du temps, la délation, loin d'être un acte spontané, est motivée par un intérêt personnel, plus ou moins bien dissimulé, puissant, passionné, sans limites. Elle est conçue à dessein, dans l'espoir que l'autorité sollicitée actionnera tout son pouvoir répressif. Inévitablement, l'existence d'une réglementation antisémite, persécutrice, stigmatisante, éminemment fragilisante, a suscité de nombreuses tentatives d'instrumentalisation.

Pour certains, la délation antijuive représente une source, facile, grisante, de pouvoir. Ferdinand G., conducteur de tramway à la retraite, résidant au 18, rue de Montsouris à Paris, est en guerre avec tous ses voisins, sa concierge plus particulièrement. Celle-ci vivant en concubinage depuis une dizaine d'années avec un certain Léon Mendelevitch, laqueur de profession, il trouve le moyen de se venger d'elle en dénonçant ce dernier auprès de la Gestapo (rue des Saussaies) comme Juif non déclaré. Mendelevitch est arrêté peu après et déporté de Drancy le 3 février 1944. Au moment de la Libération, une voisine menacée elle aussi de délation lui lance : « C'est trop tard, les boches s'en vont ». G. réplique : « Non, ce n'est pas trop tard car c'est moi qui ai fait arrêter le youpin[34] ». ...La rancœur, la jalousie, la frustration, se nourrissant de l'antisémitisme le plus ordinaire, suffisent parfois à provoquer la délation. Ainsi, ces deux employés d'une société de Bois-Colombes qui se concertent pour dénoncer au début de 1944, par deux lettres anonymes adressées au commandant allemand du Grand Paris, un collègue juif dénommé Leibof qu'ils accusent d'être

communiste et de ne pas porter l'étoile. Comme elle l'explique à la Libération, Geneviève P., sténodactylographe, en veut au « Juif » parce que son mari a été requis pour travailler en Allemagne. Elle se persuade, par ailleurs, que Leibof, « sournois » et « méchant », cherche à la faire renvoyer. Quant à l'autre délateur, Louis T., il est jaloux que son collègue, exerçant comme lui le métier de rectificateur, ait été nommé chef d'équipe. Cette double délation entraîne une enquête, heureusement sans suite, Leibof prenant le maquis avec la complicité de ses supérieurs. Dès septembre 1944, Mme P., arrêtée, se confond en excuses : « me trouvant seule pour élever mon enfant, ma colère était arrivée à un tel point que je n'ai pas hésité un seul instant à expédier cette lettre, sans me rendre compte des conséquences plus ou moins fâcheuses qu'elle pourrait donner, mon but était simplement de ne plus voir cet homme sous mes yeux, sans pour cela le voir martyriser [...]. Je regrette bien sincèrement de m'être laissée entraîner à cette vilaine action [36]. » Lors de la procédure, Leibof se montre magnanime et n'accable pas ses collègues délateurs, condamnés à deux ans de prison.

Cette volonté de se débarrasser – physiquement – d'un semblable pour résoudre ainsi, par le meurtre symbolique, un conflit intime, professionnel ou de voisinage est caractéristique de la pratique dénonciatrice. Certains délateurs font, à cet égard, preuve d'un sens de la situation redoutable. Un ajusteur, Maurice L., dont la femme est malade, a, ainsi, depuis 1938, un lourd contentieux avec des voisins originaires de Roumanie, à qui il reproche de faire du bruit. Hélas, déplore-t-il, la rafle des Juifs roumains de septembre 1942 ne touche qu'une partie de la famille, épargnant la grand-mère, la fille âgée de 19 ans et un bébé. L. décide donc d'écrire au général von Stülpnagel, à l'hôtel Majestic, à Paris :

Excellence, Je m'excuse de vous adresser ce petit mot mais je voudrais vous faire savoir que depuis un certain temps les agissements de certains israélites sont devenus beaucoup plus agissants [*sic*]. Au dessus de moi depuis que l'on est venu chercher les personnes qui habitaient l'appartement les allées et venues de certains amis de ces juifs sont devenus le moins que l'on puisse dire anormales. C'est un défilé incessant au point qu'il n'est plus possible de douter qu'il doit y avoir corrélation entre les événements actuels et ce remue ménage.

Après ce couplet maladroit, dans lequel il tente de présenter ces voisins comme des ennemis politiques dangereux, L. s'épanche sur ses malheurs, son épouse malade qui a besoin de repos, etc., et regrette que ces Juifs n'aient pas été raflés comme les autres – ainsi la grand-mère, « qui n'a pas été en mesure de partir parce que soit disant elle avait des douleurs ou des rhumatismes. Ce qui ne l'empêche pas de sortir même sans son insigne de Juif [37] » En dépit de toutes les précisions apportées, aucune suite n'est donnée à cet interminable courrier. L'année suivante, riche en *casus belli* (le bébé commence à marcher, occasionnant un bruit insupportable à M. et Mme L.) et en menaces sordides – « pisseuse de 20 ans, je t'enverrai où sont tes parents », « Je t'étriperais », « tu iras rejoindre tes parents petite salope » [38] –, Maurice L. provoque, après une dénonciation adressée à la Gestapo en août 1943, l'arrestation et la déportation de la jeune fille, Liliane Calman, qui n'est pas revenue d'Auschwitz. À l'été 1945, la cour de justice de la Seine ne le condamne qu'à cinq ans de travaux forcés.

Bien souvent, les délateurs s'efforcent de s'adapter aux mots d'ordre de la propagande. Ainsi, Simon S., un industriel qui, en mars 1941, dénonce aux autorités allemandes un tailleur juif avec lequel il a eu un contentieux commercial : « Ce serait un bon débarras pour la collaboration de nos deux pays que ce juif soit désarmé [39] ». Mais il est d'autres délateurs qui éprouvent à peine le besoin de flatter le pouvoir et d'user d'une rhétorique attendue, tout persuadés qu'ils sont de la justesse de leur cause et de leur démarche. Ainsi, Jean-Pierre dit André P., coiffeur de son état, qui dénonce un rival juif. Il vaut la peine de s'attarder un peu sur cette dernière affaire. Aussi étonnante qu'apparaisse l'attitude de l'intéressé, à la bonne conscience et à l'égoïsme inentamables, elle incarne une sorte de situation extrême à valeur universelle.

Âgé de 26 ans en 1940, André P. a installé son petit salon de coiffure rue Damrémont, dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Dans la même rue officie un autre coiffeur, Icek Mendelson, Juif polonais alors âgé de 40 ans. En soi, P. n'a rien contre cette concurrence, ni contre les Juifs. Mais, à la fin de l'année, le salon de Mendelson est pourvu, en application d'une ordonnance allemande, d'un commissaire-gérant « aryen ». Or ce dernier, qui embauche un nouvel ouvrier, laisse le coiffeur juif continuer à travailler, au mépris de la réglementation antijuive. Il y a donc deux artisans chez les Mendelson, tandis que P. travaille seul... Indigné, le jeune coiffeur s'adresse à son syndicat professionnel, qui, impuissant, le dirige vers le commissariat général aux Questions juives, autorité suprême pour une affaire comme celle-ci. André P. s'y déplace en juillet 1941 et écrit à deux reprises. Dans ses lettres, qui ne figurent pas dans son dossier de justice mais que nous avons pu retrouver dans les archives du CGQJ, il tente timidement de s'adapter à la rhétorique de l'heure, pressé qu'il est de faire « cesser au plus tôt ces agissements » : « [ils] me font à moi Artisan arien [*sic*] Français le plus grand tort ». En septembre, le cabinet de Xavier Vallat finit par lui répondre et s'occupe de l'affaire [40]: le salon est fermé et, à la demande du CGQJ, le « service juif » de la préfecture de Police applique la sanction classique dans ce genre d'infraction : Icek Mendelson est interné à Drancy [41]. Il sera déporté à Auschwitz dans le convoi du 5 juin 1942. Il n'est pas revenu. Entre temps, Mme Mendelson fait du scandale dans le quartier : tout le voisinage sait que P. a fait arrêter son mari et provoqué la fermeture de son salon. De telles accusations étant de nature à lui porter « un préjudice moral certain », l'honnête artisan n'hésite pas à écrire à l'intéressée. Dans une lettre douceuse et menaçante à la fois, André P. prend le temps d'expliquer ses « démarches justifiées » auprès du CGQJ, qui se sont bornées à « sauvegarder [s]es intérêts professionnels » et n'avaient rien de personnelles : « lorsque je m'étais rendu acquéreur de ma boutique, j'avais tenu compte de l'importance de mon concurrent direct, or, depuis ces questions juives, je me trouvais concurrencé doublement, par l'obligation qui était faite à mon confrère de prendre du personnel [...]. Je vous prie en outre de dégager le caractère loyalement confraternel et l'avertissement bienveillant que comporte cette première lettre [42]».

Mme Mendelson ne s'en laissant pas compter, d'autres missives, toujours plus menaçantes, suivent jusqu'en 1942. À la veille de la rafle du Vel d'Hiv, elle parvient à quitter son domicile et, dès la Libération, peut porter plainte. Arrêté puis inculpé, André P. se lamente sur le seul mode qu'il connaisse : « j'étais seul à pouvoir servir, et mes clients n'acceptaient plus d'attendre. “À côté on n'attend pas” disaient-ils », écrit-il à son juge. Incapable de réaliser que signaler un confrère juif à l'attention d'une institution telle que le CGQJ pouvait entraîner des risques graves pour ce dernier, il lâche cette phrase, à la fois habile et tellement accablante : « En réalité j'ai fait une démarche au commissariat des Affaires Juives comme j'aurai [*sic*] fait une démarche au Tribunal de Commerce ou à n'importe quelle autre administration. » Avec plus de rouerie, André P. tente de créer la confusion entre l'arrestation de Mendelson en novembre 1941 et les rafles de Juifs qui ont eu lieu à Paris : « c'était l'époque des internements massifs des Juifs et polonais » [...]. Il faut croire que ces arguments ont porté, puisque, le 16 avril 1945, la cour de justice de la Seine a acquitté André P.

L'intérêt matériel, la cupidité constituent un ressort d'autant plus puissant, dans le contexte des années noires, que, par milliers, les Juifs sont spoliés et persécutés. Certains délateurs se montrent, à cet égard, aussi primaires que naïfs. Ainsi, André et Margueritte G., tenanciers d'un café avenue de Saint-Mandé à Paris, amis du gestapiste Robert Jodkun, sont-ils ouvertement pronazis. Sachant que leur gérante est juive, ils ne payent plus leur loyer et la dénoncent à la Gestapo dans l'espoir de devenir propriétaires. L'intéressée est arrêtée en février 1942 par trois inspecteurs opérant pour le compte de Theodor Dannecker, alors chef du « service juif » de l'avenue Foch, puis est internée

quelque temps aux Tourelles. Mais, mariée à un non-Juif, la gérante a depuis longtemps cédé ses parts, et la manœuvre crapuleuse échoue [44]. [...]

Parfois, surtout durant les derniers mois de l'Occupation, ce type de délations motivées par l'avidité la plus primaire peut entraîner des conséquences dramatiques. Ainsi, à Ézanville, commune agreste de région parisienne, au printemps 1944, Robinson H., commerçant dans le textile, d'origine arménienne, loue, avec sa femme, le premier étage d'une maison, à titre de résidence secondaire. Leur balcon donne sur un petit pavillon, avec jardin et verger, qui se trouve être à louer. H. se renseigne auprès de l'agence immobilière gérant l'affaire. Il insiste. Revient. Mais, lui dit-on, le propriétaire désire se réserver l'usage du verger, et un autre locataire lui a été préféré. « L'Arménien » claque la porte, en lançant à l'agent, interloqué : « j'aurai la maison, le jardin et les fruits ». On ignore comment H. a appris que le loueur était juif. Toujours est-il qu'il le dénonce à la Feldkommandantur de Seine-et-Oise. Le 25 juin 1944, Lazare Fabianowitch fait visiter les lieux à son nouveau locataire. Deux voitures noires s'arrêtent devant la petite maison. Plusieurs policiers allemands en sortent. Fabianowitch est arrêté avec sa femme. Plusieurs voisins se trouvent alors dans le jardin, invités à prendre des fruits, et assistent, médusés, à l'opération. Les Allemands se rendent ensuite un peu plus loin dans Ézanville, chez les Coifman, une famille d'origine juive, où les Fabianowitch ont laissé leurs affaires. Recensés à Paris comme juifs, les Fabianowitch se sont probablement réfugiés chez ces amis, en des lieux plus sûrs. Preuve que dans la lointaine banlieue les détails de la politique de persécution peuvent être ignorés, M. Coifman est persuadé qu'on vient pour l'arrêter et que le reste de sa famille ne risque rien. Par le jardin, il prend la fuite. Sa femme, sa belle-sœur et sa fille Suzanne, âgée de huit ans, sont appréhendées. Avec les Fabianowitch, toutes trois sont déportées dans le convoi du 30 juin 1944. Seule la belle-sœur est revenue.

Alors qu'à l'heure de la Libération, jouer la carte allemande paraît relever de la folie, Robinson H. triomphe. Il prend les clés, ferme la porte du jardin et cueille des cerises, en chantonnant « cerises juives ». La nouvelle de l'arrestation des Coifman, Ézanvillois depuis toujours et appréciés de leurs voisins, se répand vite dans le village. Aline R., qui connaît bien H. (il réside au-dessus de chez elle), vient l'interroger, bouleversée. Elle ignore qu'il est à l'origine du drame, et tombe des nues : le commerçant se vante de l'opération. Indignée, la jeune femme évoque le sort de la petite Coifman, une enfant. Il rétorque : « Les petits juifs deviendront grands et ils doivent disparaître, car avec ma boutique je ne peux pas vivre [46] ». À d'autres voisins, Robinson H. assène : « Tant que les Juifs seront vivants, il n'y aura pas moyen de vivre », « ils accaparent tout le commerce », « il fallait les détruire », etc. En juillet 1945, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour de justice de la Seine. Un tel comportement, en juin 1944, est assurément le fait d'un esprit inconscient, voire dérangé. Mais, dans son métier, H. passe pour un homme normal, et avenant. Deux confrères juifs témoigneront d'ailleurs en sa faveur lors de la procédure. Ce qui frappe surtout, dans cette affaire, c'est le sentiment de toute puissance né de l'usage de la délation. H. semble totalement euphorique, désinhibé, et un tel état est, bien sûr, à replacer dans son contexte. Les difficultés de l'existence, la violence quotidienne, la nervosité croissante à l'approche de la Libération font perdre à certains tout sens moral. Dans le journal qu'il tient alors, l'universitaire Edmond Duméril, interprète à la préfecture de Loire-Inférieure, note en juillet 1943, à propos d'une dénonciation transmise à son service par la Feldkommandantur de Nantes, que cette « basse mentalité de dénonciateurs » est entretenue depuis trois ans par la politique de « division entre Français » et la situation plus critique que jamais du ravitaillement : « Notre pauvre peuple se dégraderait de toute manière, physiquement et moralement, si cette misère durait des années encore [47] ».

La plupart des affaires évoquées jusqu'à présent attestent d'une réalité de l'époque que l'on a souvent tendance à oublier : jusqu'à la fin de l'Occupation, de nombreux Juifs continuent de vivre pour ainsi dire normalement, demeurent à leur domicile, contournent, avec plus ou moins de réussite, les mesures d'exclusion ou de spoliation les visant, travaillent, aiment, se distraient. Mais il en est d'autres, principalement des étrangers – car, jusqu'au bout, les policiers de l'État français n'arrêtent les Juifs que s'ils sont étrangers ou en infraction avec la réglementation antisémite – qui doivent vivre cachés, dans des abris de fortune ou pris en mains par des réseaux de sauvetage. Pour les uns, comme pour les autres, l'arme de la délation peut être fatale.

Au 40, rue de la Mare, dans le XX^e arrondissement de Paris, la propriétaire de l'immeuble, Mme D., a improvisé, avec sa fille, un véritable sauvetage au moment de la rafle des 16 et 17 juillet 1942. Au printemps 1944, cela fait bientôt deux ans qu'une quinzaine de locataires juifs, pour l'essentiel polonais, sont cachés. Comme le note un rapport de police à la Libération, les « allées et venues et les achats de denrées faits par les nommées D. éveillèrent les soupçons de certaines personnes du voisinage, la logeuse et sa fille étaient accusées publiquement de cacher et de nourrir des juifs [48]. » Avec le temps, la rumeur grandit : chez les D., on chasse les Français pour louer aux Juifs... Survient la délation. Mme D. a depuis longtemps maille à partir avec une locataire, Olga B. Son mari travaillant en Allemagne, cette dernière prétend ne plus avoir à payer de loyer. Les disputes se multiplient. Le gaz est coupé. Avec une autre résidente mécontente, Mme B. décide de passer à l'action. En avril 1944, elle se rend dans un bureau de renseignement pour les ouvriers français travaillant en Allemagne. Elle évoque l'histoire des Juifs cachés. On lui conseille d'aller rue des Saussaies, ce qu'elle fait, accompagnée de son amie et d'une autre locataire. Quelques jours plus tard, deux policiers, allemands ou opérant pour les Allemands, fouillent l'hôtel. Ils ne trouvent pas les cachettes. En mai puis au début de juin 1944, la police revient en force. Une surveillance, patiente et minutieuse, est effectuée. La fille de Mme D., Marguerite, est menacée. Plusieurs revolvers braqués sur elle, elle doit guider les inspecteurs. D'une chambre où deux familles juives sont cachées, elle assure qu'il s'agit d'un « débarras inoccupé ». L'un des rescapés, Szmul Me., loue à la Libération son « sang-froid et [son] courage ». Mais cinq Juifs sont arrêtés et déportés à la suite de cette double opération. Seule Ruchla Mo., couturière déportée le 30 juin 1944, est revenue. Arrêtée dès la fin d'août 1944, Olga B. a tenté de se suicider, affolée par l'ampleur prise par son affaire, avant d'être internée à Tenon. Le psychiatre qui l'examine, un an plus tard, note avec justesse : « En difficulté avec sa propriétaire, elle a voulu faire prévaloir ses prétentions en intimidant la logeuse par une démarche dans un bureau allemand, sans en envisager toutes les conséquences proches pour les autres locataires, lointaines pour elles [50] ». En mai 1947, Mme B. écope, comme sa principale complice, de trois ans de prison. La troisième inculpée, une jeune femme partiellement innocentée, est condamnée à six mois de réclusion par contumace.

Les dossiers de l'épuration judiciaire renvoient à une réalité méconnue de la dénonciation antijuive sous l'Occupation, celle d'une délation pratiquée, pour ainsi dire, au grand jour, dans des contextes sociaux où la présence de Juifs est connue, conflictuelle et source de comportements antisémites et de règlements de compte. Par sa continuité dans la haine à peine dissimulée, par l'assurance sans limite qu'il dégage, par la pression directe et insistante qu'il est en mesure d'exercer sur les instances répressives, ce type de délateurs est assurément le plus redoutable.

Pour des raisons diplomatiques et sécuritaires, le pouvoir nazi ne pourra pas obtenir que la France livre plus d'un quart de sa communauté juive à l'entreprise de déportation génocidaire – soit 76 000 individus au total. Arme privilégiée des systèmes policiers disposant de moyens humains limités, la délation est ainsi venue suppléer les carences des forces allemandes dans la traque des Juifs. Surtout durant les derniers mois de l'Occupation, nombre de Juifs – probablement plusieurs milliers

parmi les quelque 34 000 Juifs déportés en 1943 et 1944 – ont péri à la suite de dénonciations, motivées par des considérations aussi dérisoires que celles que nous avons évoquées.

Notes

- [1] Département, supprimé en 1964, réunissant alors Paris et sa proche banlieue.
- [3] Michel Foucault, « La vie des hommes infâmes », *Les Cahiers du chemin*, n° 29, 15 janvier 1977, in *Dits et écrits 1954-1988*, t. 2, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001, pp. 239-242.
- [4] Dossiers de la cour de justice de la Seine conservés aux Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) dans la sous-série Z6.
- [5] Luc Boltanski, *L'Amour et la Justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990, p. 267.
- [6] Inventaire réalisé dans les années 1960-1970 par le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.
- [7] Correspondant à environ 6 000 dossiers, puisqu'il y a parfois plusieurs inculpés dans la même affaire.
- [8] Laurent Joly (dir.), *La Délation dans la France des années noires*, op. cit., pp. 45-47.
- [9] Laurent Joly, « La délation antisémite sous l'Occupation », op. cit., pp. 138-146.
- [10] Au contraire de ce que nous avons pu observer pour les lettres adressées au CGQJ (*ibid.*, pp. 144-145).
- [11] Voir Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, pp. 199-207.
- [12] Ainsi, pour le Troisième Reich, Robert Gellately remarque-t-il que l'intérêt personnel constitue le mobile principal de la délation, même lorsqu'elle vise l'« ennemi » juif. Robert Gellately, *Avec Hitler. Les Allemands et leur Führer*, traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Flammarion, 2003 (1^{re} éd. anglaise 2001), pp. 186-191 et pp. 255-259.
- [15] Maurice Toesca, *Cinq ans de patience (1939-1945)*, Paris, Émile-Paul Éditeurs, 1975, p. 184.
- [16] Ainsi le film de Clouzot. François Rouquet, « Le Corbeau de Henri Georges Clouzot ou la délation projetée », in Laurent Joly (dir.), *La Délation dans la France des années noires*, op. cit., pp. 225-242, pp. 349-351.
- [20] Archives de la préfecture de Police de Paris, BA 2433, notes sur l'« Arrestation des Juifs de nationalité hellène », 3 nov. 1942.
- [21] AN, Z6 75, dossier n° 1163, déposition du gardien de la paix Gérard M., 7 février 1945.
- [22] AN, Z6 75, dossier n° 1163, déposition de Léon Romano, 4 décembre 1944.
- [26] AN, Z6 455, dossier n° 4427, rapport de police, 17 novembre 1946.
- [41] « Tous les biens appartenant à des Juifs doivent être déclarés avant huit jours », *Le Matin*, 14 janvier 1943.
- [33] AN, Z6 548, dossier n° 4835, interrogatoire d'Alphonse T., 3 décembre 1946. Il est acquitté en janvier 1948.
- [34] AN, Z6 71, dossier n° 1102, déposition de Clémence M., 16 juin 1945..
- [36] AN, Z6 98, dossier n° 1463, déclaration de Mme P., 6 septembre 1944.
- [37] AN, Z6 85, dossier n° 1309,
- [38] AN, Z6 85, dossier n° 1309, rapports de police, 1^{er} septembre 1944, 15 février 1945, 26 mai 1945.
- [39] AN, Z6 411, dossier n° 4184, lettre adressée à M. Schmidt, quai d'Orsay, Paris, 10 mars 1941.
- [40] AN, AJ³⁸ 6, lettre de P. à « Mr le secrétaire général des Questions juives », 23 juillet 1941 ; réponse du CGQJ (rédigée par Robert Castille), 11 septembre 1941.
- [41] Voir, sur cette procédure, Laurent Joly, *Vichy dans la « Solution finale ». Histoire du commissariat général aux Questions juives (1941-1944)*, Paris, Grasset, 2006, pp. 510-511.
- [42] AN, Z6 31, dossier n° 544, lettre de P. à Mme Mendelson, 28 novembre 1941.
- [44] AN, Z6 97, dossier n° 1444. Les deux délateurs supposés sont condamnés à respectivement deux et un an de prison (aucune preuve irréfutable n'étant apportée).
- [46] AN, Z6 75, dossier n° 1154, déposition d'Aline R., 7 avril 1945. Nous avons retrouvé cette dame en 2011. Elle se souvenait encore parfaitement de ces paroles et de cette affaire qui l'a bouleversée.
- [47] Edmond Duménil, *Journal d'un honnête homme pendant l'occupation (juin 1940-août 1944)*, présenté et annoté par Jean Bourgeon, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1990, 14 juillet 1943, p. 299.
- [48] AN, Z6 156, dossier n° 2150, rapport de la Police judiciaire, 23 avril 1945.
- [50] AN, Z6 156, dossier n° 2150, rapport médico-légal, 26 juin 1945.